

## Conclusion

Campagne P.

*in*

Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.).  
Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne

Montpellier : CIHEAM  
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5

1991  
pages 189-192

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=91400150>

To cite this article / Pour citer cet article

Campagne P. **Conclusion**. In : Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.). *Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne*. Montpellier : CIHEAM, 1991. p. 189-192 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

---

## Conclusion

**Pierre CAMPAGNE**

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes  
Institut Agronomique Méditerranéen (CIHEAM/IAMM), Montpellier (France)

---

Les analyses de la pluriactivité agricole et des effets des revenus extérieurs sur le fonctionnement des agricultures des quatre pays étudiés permettent de se poser, à titre de conclusion, les trois questions suivantes.

### I. - Les formes différentes prises par la pluriactivité dans les zones étudiées autorisent-elles une lecture plus historique qui tenterait de périodiser le phénomène ?

On est tenté en effet de repérer au travers des descriptions entreprises des phases successives qui ne sont pas nécessairement parcourues dans toutes les zones mais qui constituent malgré tout un ordre historique cohérent. Ces phases se seraient pas vécues de la même façon dans les différentes zones et dans les différents types d'exploitations.

1. On commencerait alors par la **pluriactivité non-marchande** qu'ont connu toutes les formes domestiques d'agriculture et qui consiste en ce que les agriculteurs et leur famille assurent un certain nombre de travaux non-agricoles sur l'exploitation. Entretien de l'habitat, petits travaux d'infrastructure ou de mécanique, fabrication de vêtements et d'outils constituent les activités correspondant à cette période. Pour reprendre une de nos typologies précédentes, dans cette forme de pluriactivité c'est bien entendu l'activité agricole qui structure le fonctionnement de l'ensemble famille-exploitation.

Cette première forme de pluriactivité trouve son origine dans la nécessité d'assurer un certain nombre de travaux non-agricoles, nécessaires à la subsistance de la famille, mais que l'on choisit d'effectuer soi-même pour deux raisons principales. On utilise la main-d'œuvre familiale en dehors des périodes de culture. On réalise une meilleure allocation du travail familial et une économie notable par rapport à la solution qui consisterait à faire faire ces travaux par des personnes étrangères à la famille.

2. On passe alors dans certaines zones, celles où s'installent des industries, à la **double-activité du chef d'exploitation** ou à la **pluriactivité familiale**. Il semble bien d'ailleurs que la forme la plus courante soit la double activité du chef, car elle touche les petites exploitations et non celles qui sont de taille plus importante et qui n'ont donc pas besoin de revenus extérieurs pour "survivre" ni pour se "maintenir". Cette double-activité pourra prendre deux formes différentes :

- celle dans laquelle l'activité extérieure n'est que saisonnière ou épisodique, sa finalité étant d'obtenir un complément aux revenus agricoles. Dans ce premier cas, l'activité agricole reste l'activité structurante ;
- celle dans laquelle l'activité extérieure est une activité à temps plein, ou tout au moins régulière et occupant plus de 50% du temps, sa finalité étant d'obtenir le revenu principal de la famille, qui sera complété par la production de l'exploitation utilisée soit directement (autoconsommation) soit indirectement par les revenus monétaires qu'elle permettra d'obtenir. Dans ce dernier cas c'est l'activité extérieure qui est structurante.

**3. "L'agriculture à revenus extérieurs"** telle qu'elle apparaît chez les agriculteurs qui mettent en œuvre une "logique de développement" représente-t-elle une nouvelle "période" historique ? La différence fondamentale qu'elle présente avec les formes précédentes de pluriactivité c'est qu'elle est vécue dans un contexte de modernisation de l'exploitation. La pluriactivité ne vient plus suppléer en partie une agriculture devenue trop peu performante pour nourrir les familles qui la pratiquent. Elle va au contraire soutenir une agriculture qui se veut performante mais qui ne peut le rester sans injection de revenus extérieurs. Cela lui permettra alors comme à Bédarioux ou à Zaghouan de devenir une agriculture qui, par ses investissements, deviendra plus compétitive que celle qui ne dispose que de ses propres ressources. On verra alors se développer ce type d'agriculture dans des zones qui étaient traditionnellement des zones agricoles correctement placées du point de vue agro-écologique et socio-économique mais qui ont de plus en plus de mal, compte tenu de l'évolution de l'environnement économique et social, à continuer de se moderniser.

**4. A-t-on réellement changé de période ?** Il est certain en effet que l'on est passé d'abord d'une période où les logiques ne pouvaient se mettre en œuvre que par l'activité agricole (pluriactivité non marchande) à une logique où elles peuvent simplement s'appuyer sur elle dans la mesure où elle n'est plus performante (double activité). La nouvelle période dans laquelle entrent certaines familles-exploitations, avec l'agriculture à revenus extérieurs basée sur la pluriactivité familiale est-elle un retour en arrière dans une période où, de nouveau, l'agriculture structurera l'ensemble famille-exploitation ? Dans certains cas où la pluriactivité familiale n'a pour objectif que d'accompagner la constitution de l'exploitation, la réponse sera positive. Dans les autres cas, qui semblent être les plus nombreux dans les zones étudiées, il n'en sera rien.

En effet, le type de combinaison familiale entre activités agricoles et activités extérieures tel qu'il est décrit dans les études zonales et notamment celles de Zaghouan et Bédarioux semble bien montrer que les différentes activités agricole et non agricole des différents membres de la famille ne connaissent plus de hiérarchie et que l'on ne peut pas affirmer que l'une d'entre elle structure l'ensemble. Ce qui structure l'ensemble, c'est que ces différentes activités sont pratiquées par les membres d'une même famille et que des interpénétrations peuvent avoir lieu, soit en terme d'activité (travail collectif de l'ensemble des membres de la famille sur l'exploitation à certaines périodes critiques) soit en terme d'utilisation des revenus (participation de l'ensemble des membres de la famille à un investissement, stratégique pour l'exploitation, mais trop important pour les ressources qu'elle dégage). En contrepartie, l'exploitation offrira bien évidemment aux actifs familiaux non-agricoles, en dehors du patrimoine qu'elle représente, un certain nombre de valeurs d'usages (logement, biens agricoles, résidence de vacances...). Mais cela dépendra aussi d'autres facteurs, comme par exemple le niveau de qualification des actifs familiaux, qui pourra les inciter à continuer ou à abandonner leur travail extérieur.

**5.** Ainsi, s'il s'agit bien de "**périodes**" historiques, on voit bien que celles-ci ne doivent pas être considérées comme les différentes phases par lesquelles doit nécessairement passer une exploitation. L'analyse se situe au contraire au niveau de la zone rurale toute entière. C'est ainsi que l'on va observer historiquement dans chacune des zones l'apparition progressive des différentes formes de pluriactivité.

Dans la première période, la pluriactivité touchera indistinctement l'ensemble des exploitations. Tout au plus pourra-t-on observer que les plus riches feront davantage que les autres appel à l'extérieur pour les mêmes activités non-agricoles à réaliser sur l'exploitation.

La deuxième période va surtout concerner les petites exploitations, quelle que soit la zone concernée.

On perçoit partout une pluriactivité de "troisième période". Elle touche en général les exploitations moyennes ou les plus petites qui sont en train de se constituer. Elle peut aussi exister dans les grandes exploitations comme en Tunisie du Nord mais elle prend alors des formes particulières régies par une "logique d'entreprise".

## II. - Pluriactivité et agriculture à revenus extérieurs ont-elles un avenir ?

Il est évidemment tout à fait impossible de faire une quelconque prévision sur l'avenir de ces deux formes sociales de production. Tout au plus peut-on énoncer les raisons qu'elles auraient de se maintenir et de se développer dans les pays que nous avons étudiés.

**1. En Europe**, il est impossible de réfléchir à l'avenir de la pluriactivité en dehors des analyses qui sont faites autour de celui du monde rural. On sait à quel point la pluriactivité prend de jour en jour de plus en plus de place pour tenter de résoudre la contradiction entre d'une part la nécessité d'augmenter encore la compétitivité de l'agriculture pour faire face aux coûts prohibitifs que représentent les excédents communautaires et la désertification croissante d'un certain nombre d'espaces, provoquée en grande partie par la diminution du nombre des actifs agricoles, et qui coûtera de plus en plus cher à la collectivité.

On sait aussi que les instances politiques de la CEE, à la suite d'un certain nombre de chercheurs, ont cessé de raisonner seulement à partir de deux types de zones, les zones agricoles qui peuvent continuer de se développer selon le modèle dominant et les zones défavorisées qui verront disparaître presque complètement toutes les formes actuelles de l'agriculture.

On centre maintenant de plus en plus la réflexion sur un troisième type de zone, celui de ces zones intermédiaires, où l'agriculture peut continuer de se pratiquer à condition d'être soutenue par des revenus extérieurs. Ces zones sont importantes en surface et en population. Elles ne peuvent donc pas devenir comme les zones défavorisées des zones "assistées". Une véritable politique de développement rural peut leur permettre de se développer. Celle-ci devra s'appuyer fortement sur la pluriactivité (Adrienssens 1988)<sup>1</sup>.

**2. Dans les pays du sud de la Méditerranée**, l'avenir de la pluriactivité est probablement lié à des facteurs différents quoique du même ordre. En effet, les agricultures méditerranéennes du Sud sont soumises à la double exigence des déficits alimentaires et de la concurrence des agricultures des pays industrialisés fortement subventionnées. Par ailleurs, ces agricultures sont souvent l'objet de prélèvements importants destinés à transférer une partie de la valeur créée dans le secteur agricole vers les autres secteurs.

La compétitivité de ces agricultures réclame donc, comme celle des zones intermédiaires des pays du Nord, mais pour des raisons différentes, que la pratique de la pluriactivité sous ses différentes formes puisse être prise en considération et appuyée. C'est en effet la seule façon qu'auront ces agricultures de se maintenir et de remplir les fonctions internes (vis-à-vis des populations qui les mettent en œuvre) et externes (vis-à-vis de la fourniture d'aliments au niveau national) qui sont les leurs.

**3.** Comme on vient de le voir, si la pluriactivité et l'agriculture à revenus extérieurs apparaissent comme indispensables au développement de certaines zones, elles réclament que les **politiques économiques** concernant l'agriculture soient **moins univoques**.

En effet, on voit apparaître de plus en plus dans les pays du nord de la Méditerranée appartenant à la CEE, à côté d'une politique agricole dont on sait les exigences et les contraintes, une politique de développement rural en direction de toutes les zones rurales "intermédiaires". Mais il est indispensable que l'on crée des ponts entre ces deux politiques. On ne peut pas en effet continuer à mettre en œuvre d'un côté des mesures qui poussent de fait les populations de ces zones à abandonner l'agriculture -et donc à émigrer- et de l'autre des mesures qui tentent désespérément de trouver et de soutenir des activités nouvelles permettant à ces zones de connaître de nouvelles formes de développement. En effet, l'objectif de ces politiques de développement rural est de s'assurer que ces zones garderont la densité de population qui leur permettra de conserver les services indispensables et d'accompagner les mesures de protection de l'environnement que l'on mettra en œuvre par ailleurs. Une politique agricole spécifique à ces zones est-elle possible, qui serait différente de celle qui fait référence au modèle dominant ? Il faut au moins se poser la question. Sans cela on va de façon certaine courir le risque de vouer à l'échec l'ensemble des mesures de développement rural que l'on mettra en œuvre.

Dans les pays du Sud, le problème se pose de façon assez semblable, à ceci près que la densité des services et des infrastructures est beaucoup plus faible. On ne pourra pas échapper non plus dans ces pays à une recherche d'une plus grande cohérence entre la politique agricole et les essais de politique de développement rural qui semblent se mettre en place dans certaines zones.

### III. - Notre dernière interrogation sera d'ordre théorique

Elle concerne la validité économique de la pluriactivité. On peut en effet se demander pourquoi la pluriactivité et l'agriculture à revenus extérieurs ont un avenir alors qu'elles sont un défi à toutes les analyses qui recherchent leur "rentabilité".

1. En effet, on a montré à plusieurs reprises que sauf dans certains cas bien particuliers, la pluriactivité se présentait comme une **combinaison d'activités** dont la productivité du travail et du capital de chacune d'entre elles prises séparément, était relativement basse. En effet, même dans le meilleur des cas de ce point de vue, celui de la zone de Bédarioux, on a montré clairement que le fort taux d'investissement était expliqué par le fort taux de revenus extérieurs. Cette agriculture-là est donc performante mais non-rentable au sens où on l'entend habituellement, puisqu'elle n'arrive pas à rémunérer l'ensemble de ses facteurs de production, le travail étant reproduit par les revenus extérieurs à l'exploitation. On pourrait faire le même raisonnement en analysant la mécanisation des opérations culturales dans les exploitations agricoles de Tunisie du Sud. Ces opérations ne sont pas rentables puisque le produit que l'on tire de l'hectare de céréales est à peu près équivalent aux charges de mécanisation.

2. Or, **cette pluriactivité là**, que l'on peut donc appréhender comme non-rentable, non seulement continue d'exister mais **se développe** visiblement à un rythme soutenu dans un certain nombre de zones rurales. De plus, les familles-exploitations qui la pratiquent, arrivent à maintenir leur niveau de vie. Dans un certain nombre de cas, qui ne sont pas l'exception, elles peuvent même améliorer la satisfaction de leurs besoins tout en développant sensiblement leurs moyens de production agricole. Peut-on expliquer pourquoi ?

3. **La réponse** à cette question ne peut être qu'une **hypothèse**. On est frappé en effet de constater, non seulement dans les zones étudiées mais dans d'autres zones où la pluriactivité prend des formes très différentes (Campagne et Al., 1990) que c'est la même force de travail et le même capital qui est utilisé à plusieurs activités par les familles-exploitations et cela quelle que soit la forme de pluriactivité, de la pluriactivité à logique d'entreprise à la pluriactivité à logique de survie. L'hypothèse qui pourrait alors être formulée consisterait à considérer que, dans ces systèmes de production -agricole et non agricole- les actifs, le matériel mais aussi les ressources financières sont allouées à tout moment de façon optimale en fonction des opportunités observées. Cela voudrait dire que ce qui sauve en quelque sorte la pluriactivité c'est sa souplesse. En effet, cette allocation optimale du capital et du travail permettrait de les reproduire tous deux de façon plus aisée. La charge que représente leur reproduction étant répartie sur plusieurs activités -non rentables- pèserait moins lourd sur chacune d'entre elles au point d'en faire un ensemble qui deviendrait de ce fait rentable. Cela voudrait donc dire que dans ce cas ce serait la spécialisation qui diminuerait la rentabilité et que cette allocation pluriactive, par sa diversité et sa souplesse permettrait de rendre rentable une somme dont les parties ne le sont pas. On retrouverait alors au niveau de la logique familiale, mais dans une perspective entièrement marchande, ce qui a toujours fait la force des activités économiques familiales traditionnelles, agricoles et non agricoles, à savoir l'efficacité par la meilleure allocation des ressources.

#### Note

<sup>1</sup> Pour la bibliographie, cf. ch. II.